

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : GLZKZ896 WY

Nombre de pages : 16

15.5 / 20

Concours : 2^e concours ENM

Epreuve : Cas pratique droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Des coups de feu ont été tirés le 5 février 2024 vers 11h du matin à l'encontre de M.C. Julius, âgé de 16 ans se blessant au niveau des jambes.

Question 1 La régularité de l'investigation agent conduit à l'interpellation de Matteo D.

En l'absence d'instruction, il convient tout d'abord de déterminer le cadre d'enquête. Se distinguent l'enquête préliminaire et l'enquête de flagrance.

L'article 53 du code de procédure pénale définit l'enquête de flagrance.

Trois critères doivent être réunis pour qu'elle puisse être retenue.

Tout d'abord un critère de gravité. L'infraction doit être en crime ou en délit.

En l'espèce, les coups de feu ont été déchargés conduisant à des blessures d'une importance grave.

Une qualification matérielle peut à minima être retenue.

Doit en outre être démontré un critère temporel. L'infraction doit être en train de se commettre ou avoir été commise dans un temps très proche.

N°
1,15
....

En l'espèce, il ressort des faits que les forces de l'ordre sont arrivées quelques minutes après les coups de feu.

Enfin doit être démontré un critère d'apparence avec l'existence d'incidents rendant vraisemblable la commission d'un crime ou d'un délit.

En l'espèce, les forces de l'ordre disposent d'un appel d'un témoin et de la présence d'un individu blessé par balle.

L'enquête de flagrance est donc bien caractérisée. L'alinéa 2 de l'article 53 CPP précise qu'elle est conduite sous le contrôle du procureur de la République pour une durée de 8 jours.

Les enquêteurs ont effectué plusieurs actes d'enquête et notamment des constatations, des auditions de témoins et l'exploitation d'enregistrements vidéo et la consultation du fichier des cartes grises.

L'article 56 CPP indique qu'en cas de délit ou de crime flagrant, l'officier de police doit se transporter sur les lieux et peut procéder à toutes les constatations utiles. Il veille à la conservation des indices et procède à toutes les constatations utiles. Il peut saisir les armes ou tout produit ayant servi à commettre l'infraction.

L'article 60-1 du CPP ajoute que l'officier de police ou agent de police sous son contrôle peut requérir des organismes privés ou publics d'exploitation d'informations intéressant l'enquête y compris celles issues d'un système informatique ou de traitement des données.

En l'espèce, les policiers ont saisi les données et interrogé les témoins. Ils ont également exploité la vidéosurveillance et les fichiers des routes afin d'identifier matériellement.

Les investigations ont été menées dans le cadre de l'enquête de flagrance.

Par conséquent ses actes de procédure sont réguliers.

Enfin, l'article 73 du CPP permet l'interpellation par toute personne de l'auteur d'un crime ou d'un délit flagrant. En l'espèce, Matteo a été identifié comme étant propriétaire d'un véhicule ayant été présent sur la scène d'une infraction.

L'interpellation est donc régulière.

Question 2 : L'exploitation des téléphones portables

L'article 60-1 CPP dispose que le procureur de la République ou l'officier de police ou encore l'agent de police judiciaire sous contrôle de l'officier de police peut par tout moyen requérir de toute personne susceptible de détenir des informations intéressant l'enquête. La Cour de Cassation a estimé que la réquisition délivrée par un officier de police judiciaire sous le contrôle de l'autorité judiciaire entrait sous la prévision de l'article 634-15-2 code pénal réprimant le refus de remettre une convention secrète de déchiffrement susceptible d'avoir été utilisée pour préparer ou commettre un crime ou un délit (Crim 43 oct 2020).

En l'espèce, il existe des indices rassemblables de penser que les téléphones saisis chez Matteo ont pu participer à l'infraction.

Par conséquent, dans le cadre de la perquisition, les téléphones pouvaient bien être saisis et exploités. En cas de refus de communication des codes Matteo pourra être poursuivi sur le fondement de l'article 634-15-2 CP.

Question 3. La validité de la perquisition et de la saisie chez Kevin B

A titre liminaire, il convient de rappeler que les investigations s'inscrivent dans le cadre d'une enquête de flagrance.

L'article 56 du CPP régit les perquisitions. La perquisition concerne tout d'abord le domicile qui est entendu par la jurisprudence comme le lieu où la personne a le droit de se dire chez elle et son domicile son lieu de principal établissement (Crim 24 juin 1987).

En l'espèce, il est indiqué que la perquisition a eu lieu au domicile de Kevin. Il y a donc bien application du régime de la perquisition domiciliaire.

La mesure doit être justifiée par la nécessité pour l'enquête de saisir tout objet ou document en la possession de la personne ayant participé à l'infraction ou détenant des pièces en lien avec l'infraction.

En l'espèce Kevin a été identifié par Matteo comme étant son coauteur.

Par conséquent, il existe bien des éléments rendant vraisemblable sa participation à l'infraction et justifient la perquisition.

En outre, l'article 57 CPP impose que la personne au domicile de laquelle la perquisition est opérée soit présente. A défaut l'OPS devra désigner une tierce personne.

En l'espèce Kevin était présent. La perquisition est donc régulière sur ce point.

Concours : 2^e concours ENM

Epreuve : Cas pratique Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



L'article 59 CPP exclut temporairement la poursuite.
Elle ne peut, sauf péril imminent commencer avant 6 heures
et après 21 heures.

Il est de jurisprudence constante que seul le point de
départ de la mesure est prise en compte.

En l'espèce, la poursuite a débuté à 20h40.

Par conséquent la mesure est régulière.

S'agissant de la saisie des cartes d'identité,
il ressort de l'article 56 CPP que l'OPS opère toutes
les saisines nécessaires et les procède avec
soin.

La jurisprudence considère qu'en cas de découverte de faits
infractionnels incidents, les officiers de police peuvent
procéder à des saisines qu'en cas de crime ou délit
flagrant ou d'emprisonnement (Crim 13 fév 1925).

L'officier est tenu d'en informer le procureur de la
République par qu'il apprécie la suite à donner.
(Crim 17 mai 1994).

En l'espèce, les enquêteurs ont saisi des cartes d'
identité volées et détenues par Kevin. Les faits sont étrangers
à l'enquête mais cette détention frauduleuse constitue un
délit flagrant.

Par conséquent la saisie est régulière.

N°

5.1.15

Question 4 - Les gendes à vue -

1) La gende à vue de Mathéo

Mathéo est majeur pour être né en juin 2006.

L'article 62-2 CPP définit la gende à vue comme étant une mesure de contrainte décidée par un OJ sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

Elle ne peut être décidée qu'à l'encontre de personnes pour lesquelles il existe une raison plausible de soupçonner qu'elles ont commis une infraction criminelle ou un délit passible d'emprisonnement.

Elle doit être l'unique moyen de parvenir à un des 6 objectifs énumérés par le texte et notamment l'exécution des investigations impliquant la présence ou la participation de la personne ou la nécessité de faire obstacle à toute concertation avec les coauteurs.

L'article 63 ajoute que le procureur doit être informé dès le début de la mesure et que le motif du placement doit lui être communiqué.

En l'espèce, Mathéo a été placé en gende à vue par l'OJ. Les faits ont été commis avec une seconde personne, il est donc nécessaire de s'assurer de sa coopération pour identifier cette seconde personne. Par ailleurs des menaces ont été relevées à son domicile rendant vraisemblable sa participation à l'infraction.

Par conséquent la décision de placement est régulière si le procureur a été informé.

L'article 63-1 CPP énumère les droits de gende à vue. La gende à vue a ainsi droit à

- l'information de son placement et du motif ainsi que de la qualification des faits
- d'être informé de droit de prévenir ses

proches, le droit d'être assisté d'un avocat et d'être présenté à un médecin. Il est également informé du droit de se taire.

En l'espèce, Mathéo a demandé à prévenir sa mère ce qui lui a été refusé.
Dès lors, sa mesure est irrégulière.

B) La garde à vue de Kevin.

Kevin est un mineur. Il est soumis aux dispositions du code de justice pénale des mineurs (CJPM).

L'article L413-6 CJPM indique que le mineur de plus de 13 ans peut être placé en garde à vue.

Kevin a 16 ans.

La garde à vue est donc possible.

L'article L413-7 CJPM prévoit qu'en sus de l'information du procureur, P.D.S. doit informer les représentants légaux du mineur de son placement en garde à vue.

L'article L413-8 CJPM ajoute que le mineur d'au moins 16 ans peut être examiné par un médecin à sa demande. En deçà de 16 ans, l'examen est obligatoire.

En sus, l'article L413-9 CJPM indique que le mineur doit impérativement être assisté d'un avocat.

L'article L413-12 CJPM précise enfin que les auditions des mineurs doivent être enregistrées.

Question 5. Les qualifications et peines encourues

I) Les faits commis par Mathéo

A) Qualifications pénales.

N°

7...115

L'article 222-11 du code pénal réprime l'infraction de violence de 3 ans d'emprisonnement et 65 000 € d'amende.

Au titre de l'élément matériel, les violences impliquent un acte positif de violence, qu'elles soient physiques ou psychologiques.

En sus, la répression est fonction du préjudice.

En l'espèce, Matteo a reconnu avoir tiré à deux reprises sur les jambes de Julius. Il y a donc bien un acte matériel de violence.

Par ailleurs, Julius présente des lésions physiques nécessitant 40 jours d'immobilisation.

Au titre de l'élément moral, doit être démontrée l'intention de transgresser la règle mais également d'offenser à l'intégrité physique d'autrui. Le déversement du résultat attendu est indifférent.

En l'espèce, Matteo a visé les jambes de Julius. Il évoque lors de ses auditions son intention de lui porter atteinte en raison d'une dette.

Par conséquent l'infraction de violences est constituée.

L'article 222-12^{er} indique que l'infraction est aggravée lorsqu'elle est commise par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou complice, avec l'usage d'une arme et avec préméditation. Les peines sont alors portées à 10 ans d'emprisonnement lorsqu'elles sont commises avec trois circonstances.

L'article 132-72 CP définit la préméditation comme le dessein formé avant l'action.

En l'espèce, les enquêteurs ont retrouvé des photographies de Julius au domicile de

N°

8/15

Concours : 2^e concours ENM

Epreuve : Cas pratique Droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Mattéo mettrait en exergue une préparation de l'infraction.

Par conséquent, il y a bien préméditation.

Les crimes sont définies à l'article 132-75 CP. Il peut s'agir de tout objet conçu pour tuer ou blesser.

Mattéo a utilisé un pistolet, il y a donc bien utilisation d'une arme.

Enfin l'infraction a été commise avec Kevin. Il y a donc bien réunion.

Par conséquent l'infraction de violences agent entrainé en ITT de plus de 8 jours assorti de 3 circonstances aggravantes est constituée.

B) Les peines encourues.

L'article 222-12 CP indique que les violences aggravées sont réprimées de 3 ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende.

L'article 132-10 CP régit la récidive des délits. Ainsi quand une personne physique a été condamnée définitivement par un crime ou un délit commettre dans un délai de 5 ans à compter de l'expiration ou de la prescription de la peine soit la même délit, soit un délit assimilé, la maximum

des peines est doublée. En l'espèce Matteo a été condamné en septembre 2023 pour des faits de violence.

Par conséquent, il est en récidive. La peine encourue est de 20 ans de réclusion.

II) Les faits commis par Kevin.

A) Les violences.

Kevin n'a pas directement commis la violence. Est envisagée sa complicité.

L'article 121-7CP indique que la complicité est retenue lorsqu'une personne a sciemment prêté son assistance ou facilité la commission d'une infraction.

La complicité par instigation est également réprimée. Pour retenir la complicité doit être démontré un acte d'assistance concomittant à l'infraction. Il doit également être démontré la conscience du complice de sa participation à l'infraction.

En l'espèce Kevin était le conducteur de la voiture et s'est rendu avec Matteo sur les lieux de l'infraction. Il y a donc bien complicité par assistance.

L'article 121-6CP indique que le complice est puni comme auteur. Les considérations personnelles ne lui sont pas applicables.

En outre l'article L-11-5 CJAM prévoit l'exécution minimale.

Kevin encourt donc 5 ans d'emprisonnement.

D) Le vol

L'article 321-1 CP incrimine le vol.

Au préalable, il importe que les choses détenuées proviennent d'un crime ou d'un délit.

En l'espèce Kevin indique que les cartes proviennent d'un vol.

Il y a donc bien une infraction originaire.

En outre doit être détenue une chose.

Sont ici détenues des cartes.

Par conséquent, l'élément préalable est constitué.

Au titre de l'élément matériel doit être démontré un acte de dissimulation, de détention ou de transmission d'une chose issue d'un délit.

En l'espèce Kevin détient à son domicile des cartes issues de vols.

L'élément matériel est constitué.

Au titre de l'élément moral, outre l'intention de transgresser la règle de droit, doit être démontrée la conscience de l'origine frauduleuse de la chose conservée.

Tel est le cas en l'espèce. Kevin a indiqué qu'il savait que les cartes étaient volées.

L'article 321-1 CP prévoit que le vol est puni de 5 ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende. Kevin étant mineur, la peine

encourue est divisée par 2, en application de l'article L 121-5 CJPM. Par ailleurs l'article suivant indique que la peine d'amende ne peut excéder 7500€

Par ailleurs, au regard des considérations précédentes relatives à la récidive, il apparaît que Kevin est en situation de récidive. La peine encourue est donc de 5 ans et 7500€

Enfin, Kevin est mineur, il ne dispose pas du permis. Il est donc passible pour conduite sans permis.

L'article 132-3 CP régit le concours d'infractions. Ainsi, lorsque plusieurs peines de même nature sont encourues, il ne peut être prononcée qu'une peine de cette nature dans la limite du maximum légal le plus élevé. En revanche, chacune des peines encourues peut être prononcée.

En l'espèce Kevin encourt au maximum 5 ans d'emprisonnement et 7500€ d'amende.

Question 6 - Les voies procédurales

L'article 40 du code de procédure pénale (CPP) offre au ministère public l'opportunité des poursuites.

L'article 40-1 CPP énumère l'alternative à trois branches dont dispose le ministère public. Celui-ci peut décider de classer sans suite, il peut décider d'engager des poursuites ou mettre en œuvre des mesures alternatives aux poursuites.

Enfin l'article 7-9 CPP impose l'instruction

lorsque les faits sont criminels. Elle sera facultative en matière délictuelle et sera notamment diligentée en cas d'infraction complexe.

Concours : ENM 2^e concours

Epreuve : Cas pratique pénal.

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En l'espèce, les faits commis, au regard de leur gravité, imposent des poursuites. Les auteurs ayant été identifiés, une instruction n'apparaît pas nécessaire.

L'article 803-2 CPP, indique que toute personne qui fait l'objet d'un déferrement et l'issue de son garde à vue comparait le jour même devant le procureur.

En l'espèce Kevin et Mathéo ont fait l'objet d'un garde à vue.

Ils seront défermés devant le procureur de la République.

Concernant Mathéo qui est majeur plusieurs modalités de saisine d'une juridiction sont possibles.

Les articles 495 CPP et 495-7 CPP régissent l'ordonnance pénale et la comparution avec reconnaissance préalable de culpabilité.

Il convient en l'espèce de les écarter car ils sont exclus s'agissant des atteintes volontaires à l'intégrité de personnes.

L'article 390-1 CPP permet la convocation par officier de police judiciaire ou par directeur de l'établissement pénitentiaire.

En l'espèce Mathéo est évincé, sa convocation par directeur de l'établissement est possible mais ne permet pas de mesure de sûreté.

L'article 396 CPP permet en outre sa comparution par procès verbal qui permet des mesures de sûreté. Par ailleurs la comparution immédiate de l'article 395 CPP permet des mesures de sûreté.

En cas de doute s'agissant elle est applicable pour tout délit réprimé d'au moins 6 mois sans maximum légal.

En l'espèce, les faits étant graves, une comparution immédiate ou une CPPV apparaissent adaptées.

S'agissant de Kevin mineur, le CJPM en son article L42-1 prévoit que les juridictions par mineurs sont compétentes.

L'article L231-2 CJPM prévoit que les délits commis par les mineurs de plus de 13 ans sont jugés par le Tribunal pour enfants.

Autre de délits, Kevin sera donc jugé par le tribunal pour enfants.

Question 7 Les mesures de sûretés.

L'article D624 du code pénitentiaire permet la maintien en détention des personnes en semi-liberté.

En outre, dans le cadre d'une convocation par procès verbal, le procureur peut prononcer un contrôle judiciaire.

Dans le cadre de la comparution immédiate, l'article 396 CPP prévoit que si le tribunal est dans l'incapacité de se réunir,

Le procureur fait traduire la personne dont le
JLO afin qu'il statue sur la détention provisoire

N°

15/15

